

# Tebboune évoque la criminalisation des conducteurs de bus irresponsables

● Renversement d'un bus à Souk Ahras/Huit morts et 22 blessés dans un état «critique»

Page 3

# LE JOUR

D'ALGERIE

Vot re q u o t i d i e n n a t i o n a l

Quatorzième année - N° 4998 - Mercredi 5 février 2020 - Prix : 10 DA

Plus de 3 400 prisonniers concernés

## Le président Tebboune décrète une grâce présidentielle

Page 24

50° mardi de contestation estudiantine

# Les manifestants ne lâchent pas prise

Page 2

## Combien de temps tiendra encore la trêve en Libye ?

Par Mohamed Habili

Depuis qu'elle a été déclarée le 10 janvier dernier, la trêve en Libye entre les deux camps en présence, Tobrouk d'un côté et Tripoli de l'autre, a été pour l'essentiel respectée. Elle a même semblé confortée depuis la tenue de la conférence de Berlin, qui a appelé à sa transformation en un cessez-le-feu permanent. Force est de constater que depuis les armes se sont tuées autour de Tripoli, ce qui bien sûr est de bon augure. Seulement dans l'intervalle deux ou trois choses se sont produites qui donnent à penser que les affrontements malheureusement pourraient reprendre, peut-être plus tôt qu'on ne serait porté à le croire. Il y a d'abord le fait que la Turquie a mis à profit cette trêve pour renforcer sa présence militaire en Libye, en y envoyant notamment un contingent supplémentaire de combattants prélevés en Syrie. Des sources estiment à 1 500 le nombre de ces mercenaires. Il y a en deuxième lieu cette compréhension spéciale qu'ont les deux camps libyens de la trêve, selon laquelle celle-ci ne concernant que Tripoli n'a pas à être observée ailleurs dans le pays. En visite à Alger, le président turc Recep Tayyip Erdogan a fait savoir qu'à son avis le général Haftar n'est pas homme à respecter un cessez-le-feu. Ce qui, on en conviendra, ne milite pas pour une trêve tellement longue qu'elle équivaut à un cessez-le-feu, mais plutôt pour une reprise toute prochaine des hostilités.

Suite en page 3

Vols, trafic de drogues, délinquance, banditisme...

# Les autorités traquent la criminalité sans répit



P.V.D. R.

L'Algérie fait ses preuves même s'il lui reste du chemin à parcourir car, plus que par le passé, la criminalité est devenue un véritable fléau de société contre lequel les services de sécurité sont souvent en alerte.

Lire page 2

Il leur promet l'accès aux couvertures officielles et à la publicité publique  
**Djerad instruit par le Président de régulariser la presse électronique domiciliée en Algérie**

Festival national de théâtre amazigh à Batna  
**Des chansonnettes en ouverture**

Page 3

Page 13

Au 2<sup>e</sup> jour de sa visite à Tamanrasset  
**Chanegriha**  
insiste sur une  
préparation  
continue et  
efficace au  
combat

Au 2<sup>e</sup> jour de sa visite de travail à la 6<sup>e</sup> Région militaire, Tamanrasset, le général-major Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP) par intérim, s'est enquis hier, à In Guezzam du déroulement des entraînements de préparation inscrits dans le cadre de l'exécution du programme de préparation au combat pour l'année 2019-2020.

«Le général-major s'est enquis, au niveau du sous-secteur de Hassi Tiriine du secteur opérationnel d'In Guezzam, du déroulement des entraînements de préparation inscrits dans le cadre de l'exécution du programme de préparation au combat pour l'année 2019-2020», précise un communiqué du ministère de la Défense nationale. Il a souligné à ce titre que ces entraînements de préparation constituent une occasion pour évaluer le niveau atteint et que la participation des commandants et des états-majors d'unités dans ce cadre permet l'échange d'expériences, la coordination et l'unification des concepts, selon les objectifs tracés. Aussi, ils visent l'approfondissement des connaissances des états-majors dans l'élaboration, la planification, l'organisation et l'exécution des diverses actions de combat, en sus du renforcement des capacités des cadres et des personnels en termes de maîtrise des différents systèmes d'armes.

Par la suite, le général-major a rencontré les cadres et les personnels du sous-secteur de Hassi Tiriine où il a donné des orientations portant sur «la nécessité d'accorder une extrême importance à une préparation continue et efficace au combat», note le communiqué du MDN. La veille, le général-major avait effectué une visite à l'École des cadets de la nation de Tamanrasset où il s'est enquis des conditions de scolarité des cadets et a suivi un exposé, présenté par le directeur de l'École, portant sur les différentes activités pédagogiques exécutées, le taux d'avancement du programme scolaire et les divers moyens didactiques mis à disposition des enseignants et des cadets, rappelle-t-on. Il a également visité les salles d'études et les laboratoires et assisté à des cours et aux activités sportives des cadets avant de se réunir avec les cadres et les enseignants de l'École, les exhortant à «fournir davantage d'efforts dans le but de former ces cadets étant les cadres de l'avenir prometteur». **R.N.**

Vols, trafic de drogues, délinquance, banditisme...

## Les autorités traquent la criminalité sans répit

■ L'Algérie fait ses preuves même s'il lui reste du chemin à parcourir car, plus que par le passé, la criminalité est devenue un véritable fléau de société contre lequel les services de sécurité sont souvent en alerte.

Par Meriem Benchaoua

Le phénomène prend des proportions alarmantes dans certaines villes, au point de devenir l'une des principales causes d'inquiétude des citoyens. Devant un taux qui monte en flèche, une délinquance qui fait l'éloge de la presse, et des faits divers traumatisants qui font les gros titres des journaux, la situation semble inquiétante, en attestent les chiffres des services de sécurité. En effet, la criminalité est en train de plonger la société dans la peur et l'insécurité. Vols, agressions physiques, trafic de drogues, meurtres, sont autant de délits enregistrés par les services de l'ordre. Devenant ainsi un véritable fléau, le taux de criminalité augmente de plus en plus. Cette recrudescence alarmante est observée dans plusieurs régions du pays, même les zones reculées ne sont pas épargnées. En effet, les cas enregistrés par les éléments de la gendarmerie, à travers le territoire national, les faits journalièrement exposés dans les colonnes des quotidiens nationaux d'information démontrent l'ampleur du fléau. L'éradication du phénomène n'est certainement pas pour demain. Les réseaux sont devenus plus organisés, mieux structurés, certainement liés à des circuits internationaux de trafic. Pourtant, les autorités mènent



une lutte implacable et sans merci à travers plusieurs régions du pays. Un combat ininterrompu contre toute forme d'atteinte au pays : la lutte contre le crime reste une priorité majeure. Effectivement, les éléments de la sûreté de daïra d'Ouzera dans la wilaya de Médéa ont démantelé en fin de semaine dernière un réseau criminel spécialisé dans le vol et le cambriolage de locaux commerciaux situés en retrait du centre-ville, a indiqué hier un communiqué de la sûreté de la wilaya de Médéa. Après avoir reçu des plaintes de la part des victimes et des propriétaires de locaux commerciaux, les services de la sûreté de daïra d'Ouzera ont ouvert une enquête

approfondie qui a abouti à l'arrestation d'un des suspects et l'identification de ses acolytes, sept individus, dont trois mineurs, a précisé le communiqué. La même source a par ailleurs indiqué que les objets volés, dissimulés aux domiciles des mis en cause, ont été récupérés. Les procédures légales finalisées, les mis en cause de ce réseau ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Médéa. Cette opération, note-t-on, s'inscrit dans le cadre du plan de sécurité mis en place par les services de sûreté de la wilaya de Médéa, visant la lutte contre toute forme de criminalité, notamment les vols et le cam-

briolage. Aussi, quatre individus ont été interpellés par des gendarmes des groupements territoriaux d'El-Bayadh, Béjaïa et Sétif, pour leur implication dans des affaires de contrebande de divers produits, a indiqué hier un bilan du Commandement de la Gendarmerie nationale. Ainsi, dans la wilaya d'El-Bayadh, les gendarmes du groupement territorial ont interpellé deux individus, âgés de 28 et 30 ans, demeurant à Mecheria (Nâama), à bord d'un véhicule, en possession de mille sept cent soixante-sept comprimés de psychotropes de marque Pregabaline, précise la même source. A Béjaïa, un individu, âgé de 57 ans et demeurant à Biskra, a été appréhendé lors d'un point de contrôle dressé sur la RN.26, reliant Béjaïa à Bouira, au lieu-dit Tamazounat (Tazmalt). Le mis en cause transportait à bord d'un camion, neuf mille sept cent vingt-six bouteilles de boissons alcoolisées de différentes marques, destinées à la vente clandestine. Dans la wilaya de Sétif, les gendarmes ont interpellé un individu âgé de 27 ans et saisi dans le garage de son domicile, érigé clandestinement en atelier de production de tabac à chiquer, un quintal et dix kg de tabac à chiquer, ainsi qu'une machine de conditionnement de cette substance, conclut le communiqué de la GN.

M. B.

50<sup>e</sup> mardi de contestation estudiantine

## Les manifestants ne lâchent pas prise



La mobilisation estudiantine reste intacte et pacifique. Hier, pour la 50<sup>e</sup> fois, des étudiants et citoyens ont marché dans plusieurs villes du pays pour exiger l'instauration d'un Etat de droit, la poursuite de la libération des détenus d'opinion et l'instauration d'une Algérie libre et démocratique.

La rue reste peuplée. Pacifiques et déterminés à avoir gain de cause, l'ensemble de la communauté universitaire et de la société civile ont investi hier la rue dans plusieurs villes du pays pour exiger le changement. A Alger, dès 10h30 du matin, les manifestants étaient nombreux à

se rassembler au niveau de la Place des martyrs. Le début de la manifestation ne sera donné qu'après 11 h. Encadrés par un important dispositif sécuritaire, les marcheurs ont sillonné l'itinéraire du hirak à Alger pour réitérer les revendications du mouvement populaire. Arborant l'emblème national et un nombre incalculable de pancartes et de portraits des détenus d'opinion, les étudiants ont exigé «la poursuite de la libération des détenus d'opinion», à l'instar de Boumala, Tabbou, et Belarbi, et de l'étudiante Nur El Houda Ouggadi et d'autres qui sont emprisonnés depuis plusieurs mois. Les parti-

PH/E. SOUAYAJI A.

cipants à cette nouvelle marche ont appelé à une «Transition démocratique négociée» à la «Réalisation de l'ouverture politique et de l'information», «La séparation des pouvoirs», «Réduction des prérogatives du président de la République», «L'amendement de la loi électorale», «La révision de toutes les lois adoptées durant l'année 2019 par le gouvernement intérimaire» ainsi que «La poursuite de la lutte et le jugement des têtes de la corruption». En outre, les marcheurs ont réitéré leur opposition à l'exploitation du gaz de schiste en scandant «non au gaz de schiste mais Oui à l'énergie solaire au Sud. Oui à l'agriculture au Sud, oui au changement pacifique du système». Ils ont aussi exigé le «changement» et «l'instauration d'un Etat de droit», «des réformes profondes» à travers une nouvelle Constitution qui sera «à la hauteur des attentes du peuple» «appliquez les articles 7 et 8 et rendez le pouvoir au peuple» et aussi «rupture avec l'ancien système». Par ailleurs, la foule qui a effectué pacifiquement sa marche a scandé des slogans à travers lesquels elle a

réaffirmé son «attachement à l'unité nationale», et à son mouvement pacifique qui s'est déclenché le 22 février dernier. Les marcheurs ont aussi affirmé qu'ils ne sont pas prêts à lâcher la rue car ça reste leur seule «tribune de lutte» scandant «makanch marche-arrière hata yetnahaw gaâ» (pas de marche-arrière jusqu'au départ de tous). Enfin, pour ce 50<sup>e</sup> mardi de mobilisation pacifique, les rues de plusieurs villes ont été peuplées de monde. A Bouira, Béjaïa et Tizi-Ouzou, la mobilisation de la communauté universitaire et de la société civile a été maintenue pour ce 50<sup>e</sup> mardi à en juger par la foule présente dans les rues de ces villes. Les manifestants ont réitéré leur engagement à poursuivre la lutte contre la corruption et les corrupteurs et leur engagement pour le changement radical en Algérie, appelant ainsi à «l'instauration d'un Etat de droit», «une Algérie libre et démocratique», «la poursuite de la libération des détenus d'opinion» et «l'instauration d'une justice indépendante». **Thinine Khouchi**



Accidents de la route

# Tebboune évoque la criminalisation des conducteurs de bus irresponsables

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a ordonné, lundi, lors de la réunion du Conseil des ministres, la prise de «mesures juridiques adéquates» pour «la criminalisation» du comportement des conducteurs de bus de transport public et scolaire en cas de «faute humaine par négligence, imprudence ou irresponsabilité».

Par Louiza Ait Ramdane

Ces mesures doivent concerner également «les employeurs qui recrutent des conducteurs sans s'assurer, au préalable, de leur état de santé psychologique et psychiatrique et de leur parcours professionnels», a souligné le communiqué du Conseil des ministres. Le président de la République a également ordonné «le durcissement, de concert avec le ministère de la Justice, des mesures rigoureuses à l'encontre de tout comportement criminel dans la conduite, notamment en ce qui concerne les moyens de transport collectif et scolaire», précise la même source. Il a, dans ce sens, instruit le recours aux «moyens modernes de contrôle à distance de la vitesse», en vue de préserver, a-t-il dit, les vies humaines. Tebboune a ordonné, en parallèle, «la mise en place de l'éclairage public» au niveau des voies express et l'«inspection régulière de la signalisation routière», appelant le ministère des Affaires religieuses à contribuer



PH: D. R.

à la sensibilisation à travers les mosquées et les imams. Auparavant, le Conseil des ministres a entendu l'exposé du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement sur «la sécurité

routière», qui a considéré les accidents de la circulation comme «un problème psychologique» et «une problématique matérielle» au vu de leurs répercussions négatives sur le psychisme de la victime, dont «le

traitement est difficile à court terme». Le ministre a indiqué que «toutes les mesures préventives et dissuasives prises pour juguler ce phénomène ont montré leurs limites, d'où l'impératif de changements radicaux». Tout en faisant état de «22 500 accidents corporels durant 2019, entraînant 3 200 décès et 31 000 blessés», le même responsable a indiqué que ces sinistres coûtent «annuellement près de 100 milliards DA». Rappelant que le facteur humain demeure «la cause principale de ces accidents dans 96 % des cas, selon les services de sécurité», il a proposé plusieurs mesures, dont «le recensement en urgence des points noirs et l'entame immédiate des travaux de réaménagement nécessaires pour leur éradication, l'intensification des opérations de contrôle en focalisant sur les infractions liées à l'excès de vitesse, outre la multiplication des opérations d'accompagnement des usagers de la route, notamment les motocyclistes et les conducteurs des véhicules de transport de voyageurs et de marchandises».

L. A. R.

Renversement d'un bus à Souk Ahras

## Huit morts et 22 blessés dans un état «critique»

La plupart des personnes blessées dans le renversement d'un bus de transport de voyageurs, survenu hier matin dans la commune de Mechroha (Souk Ahras), sont dans un état «critique», a-t-on appris du directeur local de la santé, Abdelghani

Friha. Ce responsable a indiqué, à ce propos, que les 30 victimes de l'accident, dont les 8 personnes décédées, ont été évacuées vers l'hôpital régional du chef-lieu de wilaya nécessitant, a-t-il précisé, «un nombre important d'ambulances pour procéder à leur évacuation dans les meilleures conditions».

Lancé un appel aux citoyens pour faire un don du sang au profit des blessés, M. Friha a fait savoir que «les victimes de l'accident avaient été préalablement transportées à la polyclinique de la commune de

Mechroha, mais en raison de la gravité des blessures de la plupart des victimes, de l'exiguïté de la structure et du manque de spécialistes notamment, il a été décidé de les transférer au service des urgences chirurgicales de l'hôpital régional de Souk Ahras».

R. O.

## Il leur promet l'accès aux couvertures officielles et à la publicité publique Djerad instruit par le Président de régulariser la presse électronique domiciliée en Algérie

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a instruit hier le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, de procéder à la «régularisation de la situation juridique des journaux électroniques domiciliés en Algérie». C'est, en effet, ce qu'a indiqué un communiqué de la Présidence de la République.

A ce titre, dans son engagement pris pour recadrer le paysage médiatique national en adéquation avec les mutations actuelles et futures socio-économiques du pays, le président de la République a impérativement manifesté sa volonté d'apposer sa propre touche au secteur de la Communication en garantissant les fondamentaux de l'exercice de cette activité, notamment en matière de lutte contre le phénomène des fake news, de la liberté d'expression et d'informa-

tion, de la créativité et le rôle de la presse électronique, pratiquée dans le strict respect de l'éthique et de la déontologie de la profession, seul garde-fou qu'il affirmait aux journalistes. D'où son injonction au gouvernement, le premier responsable du secteur en particulier, d'entamer une réforme «globale» du secteur de la Communication, incluant une régularisation juridique des médias électroniques devenus de plus en plus nombreux malgré une absence de statut faisant qu'ils se voient dans l'obligation de trouver domiciliation à l'étranger. Ainsi, en sommant son Premier ministre de «régulariser la situation juridique des journaux électroniques domiciliés en Algérie» qui pourront enfin disposer d'un statut, Abdelmadjid Tebboune qui a promis de ne faire aucune dis-

inction entre les différents titres de presse nationale, assure que par injonction «ces médias seront traités à un pied d'égalité que la presse nationale écrite en matière de couverture des activités nationales et officielles et d'accès à la publicité publique, et ce, dans le strict cadre de la loi et de la déontologie de la profession».

Il est à rappeler, dans ce contexte, qu'au début du mois de janvier dernier, Ammar Belhimer, ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, s'exprimant devant la presse en marge de sa visite effectuée à la Maison de la presse «Tahar-Djaout» au 1<sup>er</sup> Mai, et la Maison de la presse «Abdelkader-Safir» de Kouba, et abordant la problématique des médias audiovisuels et électroniques, a insisté sur l'impérative

«adaptation de la loi aux exigences de ce métier qui connaît un développement technologique rapide», afin qu'il soit «au diapason de ce développement aux plans législatif et professionnel». Aussi, a-t-il annoncé le lancement d'ateliers, conformément aux engagements faits par le président Tebboune, dédiés à la réforme «globale» du secteur de la Communication. Selon lui, ces réformes seront basées sur «l'indépendance et la liberté des médias, à la condition de respecter la vie personnelle du citoyen et l'éthique professionnelle, tout en évitant les injures et la diffamation». Et pour cause, pour le ministre de la Communication, «la liberté dépend de la responsabilité à même de garantir une pratique paisible des libertés». «Les personnes du métier ont une responsabilité particulière, à

LA QUESTION DU JOUR

## Combien de temps tiendra encore la trêve en Libye ?

Suite de la page une

Une perspective que ne peut que conforter la décision toute récente prise par le gouvernement de Tripoli de dépêcher des forces à Syrte, dont le camp adverse a pris le contrôle juste avant l'entrée en vigueur de la trêve dans la première moitié de janvier. A l'origine de cette dernière, il y a l'appel conjoint de Moscou et d'Ankara, ce qui a fait dire, à tort d'ailleurs, que c'est un processus à la Sotchi qui fait son apparition en Libye. Or en Syrie, ce qui a été convenu entre la Russie et la Turquie, ce n'est même pas une trêve, encore moins un cessez-le-feu par conséquent, mais une désescalade, ce qui ne veut pas dire grand-chose. Pour preuve, ce qui se passe en ce moment même à Idlib et dans ses parages, l'une des zones de désescalade venues à Sotchi. Pour bien suivre les événements en Libye, le parallèle avec le cas syrien n'est pas pertinent. Il est même trompeur. En Libye, la puissance la plus disposée à contrarier les ambitions, ou plus exactement les convoitises de la Turquie, ce n'est pas la Russie, même si elle y est présente, mais la France, à laquelle il ne serait pas étonnant que se joigne à un moment ou à un autre l'Italie. Autre différence entre les deux crises, la syrienne et la libyenne : en Libye au moins un pays voisin n'acceptera jamais que le Turquie s'y éternise, c'est l'Egypte. Les autres Etats de la région non plus ne veulent pas d'ingérence extérieure, sauf qu'ils ne donnent pas le sentiment d'être prêts à s'y opposer par la force si besoin en est. En Syrie, la Turquie a pour partenaires et ennemis tout à la fois la Russie et l'Iran. En Libye, elle n'aura que des ennemis, et de convaincus. Des ennemis qui à aucun prix ne s'engageraient avec elle dans un marché de dupes du type Astana et Sotchi. Voilà pourquoi elle ne commettra probablement pas l'erreur d'y envoyer ses propres soldats, mais seulement des mercenaires syriens, qu'elle n'aura pas de scrupule à abandonner si le sort des armes est en leur défaveur.

M. H.

savoir la contribution efficace dans la consécration des libertés dans un espace vital, étant le moteur essentiel des autres espaces», a-t-il ajouté, relevant que libérer la pratique journalistique de toute forme de censure et de monopole garantira «les conditions propices à un exercice libre et responsable de la profession de journaliste».

Lynda Naili

Wilaya d'Alger

# Distribution de plus de 150 000 sacs en papier aux boulangeries

■ Plus de 150 000 sacs en papier ont été distribués aux boulangeries dans la wilaya d'Alger, depuis le début du mois de janvier, au titre de la campagne de vulgarisation de l'utilisation de ces sacs à Alger, a affirmé le directeur du Commerce de la wilaya.

Par Samah K.

«**D**epuis le début du mois de janvier, plus de 150 000 sacs en papier, fabriqués par deux opérateurs public et un privé, ont été distribués à Alger, wilaya pilote dans le cadre de l'application d'un programme national de lutte contre l'utilisation des sachets en plastique dans l'emballage des produits alimentaires en vue de préserver la santé publique», a expliqué M. Abdellah Benhela dans une déclaration à l'APS, en marge de la journée de sensibilisation organisée à proximité du lycée sportif dans la circonscrip-

tion administrative de Draria, sous le slogan «Ensemble contre le gaspillage du pain». L'opération qui s'étalera jusqu'en décembre 2020 a été «bien accueillie» par les citoyens qui ont salué cette initiative visant à préserver la santé du citoyen en premier lieu et à inculquer les bons gestes à adopter en matière de consommation. De leur part, les boulangers ont «adhéré massivement» à l'opération. Le même responsable a appelé à réfléchir à l'importance de renoncer aux sacs en plastique qui sont néfastes pour la santé et à trouver d'autres alternatives au plastique pour conserver le pain, dans un sac en papier ou bien en tissu. La direction du commerce de la wilaya d'Alger prendra en charge «la distribution» de ces sacs aux différentes boulangeries que compte la wilaya d'Alger, au nombre de 656, outre les surfaces commerciales autorisées à la vente du pain, en consacrant des quotas qui répondent aux quantités produites quotidiennement par chaque boulangerie, a



ajouté M. Benhela, précisant que pour le moment, «l'usage du sac en plastique ne sera pas interdit». «Les services du commerce ne peuvent pas dans la phase actuelle imposer aux boulangers d'assumer les frais des sacs en papier», a-t-il fait savoir, ajoutant qu'il sera procédé, d'abord, à l'évaluation des résultats de l'opération pilote des boulangeries d'Alger en termes de coûts d'utilisation des sacs en papier, en attendant de trouver des mécanismes efficaces pour la généralisation de cette mesure au niveau national. La campagne de sensibilisation pour la lutte contre le gaspillage de pain, qui concernera 13 circonscriptions administratives, vise à sensibiliser le citoyen à l'impérative rationalisation de la consommation

de ce produit, grâce aux conseils et orientations donnés par les agents de la direction et à travers la distribution de dépliants, en sus de l'organisation d'une semaine de sensibilisation dans chaque circonscription au niveau des établissements éducatifs, des centres de formation professionnelle et des places publiques. Pour M. Benhela, les grandes quantités de pain jetées quotidiennement par les restaurants, les résidences universitaires, les hôpitaux, les écoles et les crèches témoignent d'un comportement irrationnel, d'où la nécessité d'ancrer la culture de la lutte contre le gaspillage chez les enfants et les différentes catégories de la société, au vu de ses retombées négatives sur l'économie nationale, faisant état

de la production et de la commercialisation de près de 1 200 000 baguettes de pain. Il a relevé, par ailleurs, que la wilaya d'Alger recensait près de 100 locaux commerciaux spécialisés dans la confection du pain traditionnel qui attire un nombre important de citoyens, en raison de «sa valeur nutritionnelle». La vente de pain dans les magasins d'alimentation générale implique pour les commerçants l'obtention d'une autorisation délivrée par la direction du Commerce et la garantie des bonnes normes de conservation du pain, outre l'inexistence d'une boulangerie proche de leurs magasins, a-t-il précisé, ajoutant qu'un manque notable de boulangeries a été enregistré au niveau des nouvelles cités. S. K. /APS

## Souk Ahras Installation de deux caméras thermiques aux postes frontaliers de Lahdada et de Lefouid

DEUX caméras thermiques ont été installées aux postes frontaliers de Lahdada et de Lefouid dans la commune d'Ouled Moumen (wilaya de Souk Ahras) et ce, dans le cadre des mesures de prévention contre le coronavirus, a indiqué lundi le directeur local de la santé et de la population, Abdelghani Feriha. Ce responsable a affirmé que cette mesure préventive vient en application des directives émises par le ministère de tutelle en ce sens, soulignant qu'un planning de garde médicale impliquant un staff de dix médecins, a été établi dans ces deux postes frontaliers pour assurer une veille sanitaire continue et prendre en charge les cas suspects parmi les voyageurs.

Parallèlement à cela, la direction de la santé et de la population vient de lancer plusieurs campagnes radios, pour informer la population du Coronavirus et de ses symptômes et des précautions à prendre pour éviter d'être contaminé. La même source a par ailleurs appelé les citoyens à faire preuve de vigilance contre toute infection des voies respiratoires en respectant les mesures d'hygiène les plus élémentaires comme se laver les mains fréquemment et mettre son bras devant sa bouche plutôt que ses mains quand on éternue. K. H.

Médéa

## 18 autobus pour le transport scolaire distribués au profit des communes

Dix-huit autobus, destinés au transport scolaire, ont été distribués, lundi, aux différentes communes rurales de la wilaya de Médéa, lors d'une cérémonie, présidée par le wali. Ce renfort est appelé à «assurer de meilleures conditions de scolarité» des élèves issus des

communes concernées par cette opération, notamment ceux résidents au niveau des zones et villages enclavés, a indiqué, le chef de l'exécutif, Abass Badaoui. L'entrée en exploitation de ces autobus, de fabrication nationale, permettra de «mettre un terme à la souffrance de dizaines

d'élèves, contraints de faire de longs déplacements, hiver comme en été, pour rejoindre les bancs de l'école», a-t-il ajouté. Cette dotation a touché, en priorité les communes situées dans des régions montagneuses, telles que El-Aissaouia, El-Haoudine, Ouled Antar, Maghraoua et

Derrag, que les localités qui font partie des régions semi arides, comme Tafraout, Bouaiche et Ain-Boucif où il est enregistré un déficit «important» en matière de transport scolaire, en raison de l'éparpillement des zones d'habitation et le manque de transport public ou privé. K. L.

Tramways

## Setram et ses 6 unités opérationnelles certifiées ISO 9001-2015

La société d'exploitation des tramways algériens Setram a obtenu la certification ISO 9001-2015 au niveau des unités opérationnelles de Sétif, Sidi Bel-Abbès, Alger et Ouargla, a indiqué lundi l'entreprise dans un communiqué. Ces quatre unités

récemment certifiées viennent s'ajouter à l'unité de Constantine et de la Direction générale certifiées en 2017 et à l'unité d'Oran certifiée en 2018, a précisé la même source. Cette démarche entre dans le cadre de la politique de Setram visant à

déployer un système de management et de la qualité qui permet de fournir constamment une offre de service conforme aux attentes de ces clients et usagers, a-t-elle ajouté. «L'adhésion à cette norme internationale démontre la volonté de Setram à

s'engager dans l'amélioration continue, à donner la priorité aux clients en veillant constamment à répondre à leurs exigences et besoins et à pérenniser ce mode de fonctionnement» a déclaré le P-dg de Setram.

(APS)

Révision de la Constitution

## L'Anie «disposée» à apporter des propositions susceptibles d'aider à renforcer son rôle

L'Autorité nationale indépendante des élections (Anie) est «disposée à apporter toutes les propositions susceptibles d'aider à renforcer le rôle de l'instance et de son travail sur le terrain», a déclaré, lundi à Médéa, le président de l'Anie, Mohamed Chorfi. «Nous sommes disposés à faire part de toutes les propositions et

les suggestions à même de contribuer à l'enrichissement du travail de la commission chargée de la révision de la Constitution», a indiqué M. Chorfi, en marge d'une rencontre avec les délégués communaux de l'Anie de la wilaya de Médéa, organisée à l'institut des sciences juridiques de l'université Yahia-Fares. Il a précisé, toutefois,

que «seule la commission chargée de la révision de la Constitution a compétence pour se prononcer sur les avis et les propositions qui lui parviennent», ajoutant que celle-ci «constitue l'unique réceptacle des propositions qui seront présentées». Le président de l'Autorité nationale indépendante des élections a affirmé que son

instance se prépare, à travers les rencontres régionales qu'elle a entamées, à «tracer les grandes lignes de ces missions futures, en l'occurrence la révision de la Constitution, l'organisation du prochain référendum sur la nouvelle Constitution et, enfin, la préparation des élections législatives et communales». O. N.



## Micro-entreprise

# Une feuille de route pour soutenir les start-up en Algérie

■ Le ministère de la Micro entreprise, des Start-up et de l'Economie de la connaissance envisage la mise en place d'un cadre juridique, réglementaire et financier dédié aux start-up et à leurs incubateurs, à travers une feuille de route qui permettra à ces entreprises de contribuer efficacement au développement de l'économie nationale.

Par Malek M.

Présentant un exposé lors de la réunion du Conseil des ministres, tenue lundi sous la présidence du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le ministre de la Micro entreprise, des Start-up et de l'Economie de la connaissance, Yassine Djeridene, a indiqué que son département œuvrait à l'institution d'un cadre juridique, réglementaire et fonctionnel de la start-up ainsi qu'à la détermination des voies et moyens d'évaluer leur performance et à l'élaboration d'une feuille de route pour leur financement. Ce financement impliquera la Bourse et le capital investissement, selon l'exposé du ministre. L'élaboration de mécanismes d'exonération fiscale «quasi totale», en vue de permettre aux jeunes de contribuer efficacement à l'affranchissement de l'économie nationale de la dépendance aux hydrocarbures, a été également annoncée. Durant le premier trimestre de l'année en cours, le ministère s'attellera à la mise en place des bases juridiques des Instituts de transfert de technologies, prévoyant une phase pilote qui sera lancée dans deux universités à travers deux centres spécialisés dans les domaines de l'intelligence artificielle et de l'Internet des objets, en collaboration avec des compétences algériennes établies à l'étranger. Un projet de création d'un Conseil national de l'Innovation, placé auprès du président de la République a été également présenté au Conseil des ministres. Il est, en outre, prévu de déterminer les modalités



PHOTOK

de réglementation des incitations fiscales au profit des entreprises, notamment des start-up et PME, en veillant à l'allègement de l'imposition des entreprises génératrices d'emplois». La loi de finances 2020 a prévu de nouvelles mesures sous forme d'incitations fiscales au profit des start-up, notamment celles qui activent dans le domaine de l'innovation et des nouvelles technologies. Il s'agit d'exonérations fiscales concernant les taxes sur les bénéficiaires et sur la valeur ajoutée (TVA), dans le but d'assurer la pérennité des ces entreprises et de réaliser un développement économique durable en Algérie à moyen terme. Des mesures portant également sur des exonérations douanières pendant la phase d'exploitation et des facilitations d'accès au foncier dans le cadre de l'extension des projets d'investissement ont été instituées dans le cadre de la loi de finances de l'année en cours. M. M./APS

tés de contribution des émigrés dans cette nouvelle démarche. La création de «la Cité des start-up» qui constituera un Centre de technologies multiservices à haute attractivité devant renforcer la place de l'Algérie en tant que pôle africain en matière de création et d'innovation, a été également évoquée lors de la présentation de la feuille de route. Intervenant à ce sujet, le Président Tebboune a affirmé que le ministère de la Micro-entreprise sera «la locomotive de la nouvelle économie» et aura

l'appui et le soutien dans sa révolution numérique. Il a ainsi appelé à accélérer l'organisation d'un Salon dédié aux start-up et aux petites et moyennes entreprises (PME), en soulignant que «les jeunes ont besoin de choses concrètes» et en ordonnant la création d'un fonds dédié aux créateurs de start-up. «Désormais, vous avez le pouvoir de décision et un fonds de financement, dans le Conseil d'administration duquel vous serez membres. A vous le terrain pour concrétiser vos projets au profit

des jeunes», a affirmé le Président Tebboune, s'adressant aux ministres concernés. Lors du Conseil des ministres tenu le 5 janvier dernier, le président de la République avait ordonné l'élaboration d'un «programme urgent» pour les start-up et les petites et moyennes entreprises (PME), notamment la création d'un fonds spécial ou d'une banque destinée à leur financement. Il avait insisté aussi sur «l'impératif d'une réforme profonde de notre système fiscal avec tout ce qui en découle en termes

## Bourse de Tokyo Le Nikkei part de nouveau à la baisse

LA BOURSE de Tokyo restait orientée à la baisse hier dans les premiers échanges, sur fond d'inquiétudes persistantes autour de l'impact négatif du coronavirus sur l'économie chinoise, avec des répercussions mondiales à la clé. Après avoir déjà perdu 1 % lundi, l'indice vedette Nikkei reculait de 0,36 % à 22 889,31 points hier en matinée, tandis que l'indice élargi Topix régressait de 0,12 % à 1 670,61 points. La progression de l'épidémie de coronavirus en Chine ne donne pas de signe de ralentissement pour l'instant : le nombre de cas d'infection a largement dépassé la barre des 20 000 et le bilan des décès a été porté à 425, selon un dernier pointage des autorités chinoises hier. Pékin a admis des «insuffisances» dans sa réaction à cette immense crise sanitaire, et a demandé de l'aide extérieure pour répondre à ses besoins urgents en masques de protection et matériel médical. Wall Street a néanmoins clôturé en légère hausse lundi, regagnant un peu de terrain après ses lourdes pertes de fin de semaine dernière, à la faveur notamment d'un indicateur positif sur l'activité du secteur manufacturier aux Etats-Unis en janvier. R. E.

## Changes

### L'euro stable face au dollar dans un marché calme

L'euro se stabilisait hier face au dollar dans un marché calme et au lendemain d'une chute de la livre sterling. L'euro perdait 0,04 % face au billet vert, à 1,1055 dollar. «Le marché des changes est relativement calme avec les principales devises évoluant dans une fourchette resserrée», a commenté Neil Wilson, analyste pour Markets.com. «Même les données positives de l'index ISM, publiées lundi, n'ont pas eu d'impact majeur

sur la paire euro-dollar», a renchéri Antje Praefcke, analyste pour Commerzbank. L'activité du secteur manufacturier aux Etats-Unis est en effet repartie à la hausse en janvier, pour la première fois depuis juillet, déjouant les pronostics des analystes qui attendaient une nouvelle contraction. «La paire euro-dollar n'est pas encore prête à sortir de sa léthargie», a ajouté M. Praefcke. Les investisseurs suivront plus tard dans la

semaine des indicateurs sur l'emploi aux Etats-Unis avec la publication mercredi de l'enquête ADP et celle vendredi des chiffres officiels mensuels. Par ailleurs, la livre sterling se redressait un peu hier, au lendemain d'une lourde chute due aux craintes d'un échec des négociations commerciales entre le Royaume-Uni et l'Union européenne.

Salem K.

## Afrique du Sud

### Les exportations de viande rouge chutent de 20 %

Les expéditions de viande de bœuf en Afrique du Sud ont atteint environ 25 300 tonnes pour une valeur de 100 millions de dollars entre janvier et octobre dernier, a indiqué le Département américain de l'agriculture (USDA). Selon la même source, cette valeur traduit une baisse de 20 % par rapport à la même période un an plus tôt.

Cette contre-performance est principalement attribuable à l'épidémie de fièvre aphteuse qui s'est déclenchée au début de l'année 2019. La maladie a notamment conduit le Botswana, le Zimbabwe et le Mozambique à suspendre leurs importations de viande de bœuf et d'animaux vivants depuis le pays. En outre, les principaux marchés comme

la Chine, le Lesotho et les Emirats arabes unis ont également réduit leurs volumes importés. Alors qu'en mai dernier, le gouvernement a indiqué avoir maîtrisé l'épidémie, un nouveau foyer a été signalé dans la province de Limpopo en novembre de la même année. Pour rappel, le gouvernement sud-africain n'a pas encore obtenu de

l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), une restitution du statut de pays indemne de la fièvre aphteuse. L'Afrique du Sud est le premier producteur de viande de bœuf du continent africain. La filière génère annuellement près de 2,5 milliards de dollars et fournit 13 % du PIB agricole.

A. Y./Agences

## Blida

## Exercices de simulation au profit du large public

■ Des exercices publics de simulation ont été lancés, lundi, par la direction de la Protection civile de la wilaya de Blida, en vue de sensibiliser les citoyens sur les contraintes majeures rencontrées par les agents de ce corps dans leurs interventions multiples, a-t-on appris auprès du chargé de la communication auprès de ce corps constitué.

Par Hatem B.

Ces exercices, prévus au niveau de la totalité des communes de la wilaya, porteront sur la simulation d'accidents multiples, dont des accidents de la circulation, des incendies, ou d'éventuelles explosions au niveau des zones industrielles de la wilaya, a indiqué à l'APS le lieutenant Adel Zeghimi.

Outre la mise à l'épreuve du niveau de préparation des agents de la protection civile à ce type d'accidents, ces opérations de proximité visent, également, a-t-il ajouté, à «informer le large public sur les contraintes rencontrées par les agents lors de leurs interventions, et qui rendent leurs tâches difficiles».

Le responsable a cité le «citoyen» en tête de liste de ces contraintes, assurant que celui-ci «entraîne souvent les agents de la Protection civile dans l'accom-

plissement de leurs missions, à cause notamment du facteur curiosité, qui pousse les citoyens, notamment lors des accidents routiers», a-t-il dit «à former de longues files de véhicules qui entravent énormément l'évacuation des victimes», a-t-il déploré.

Ces exercices de simulation, qui seront mis en ligne sur la page face book de la direction de la Protection civile, visent, également, à sensibiliser les citoyens sur les éventuels accidents pouvant survenir dans des lieux ou établissements recevant du public, ainsi que les réflexes à adopter en pareils cas.

Pour cette journée de lundi, l'exercice a porté sur une simulation d'un carambolage entre un bus de transport de voyageurs, un camion et un véhicule touristique, sur l'axe de l'autoroute est-ouest reliant El Affroune à Oued Djer (à l'ouest de Blida). D'autres simulations d'explosions, notam-



ment au niveau d'établissements recevant du public, et d'infiltrations de matières radioactives

dangereuses, sont, également, programmées au titre de ces exercices qui s'étaleront jusqu'au

mois d'avril prochain, a-t-on indiqué de même source. H. B./APS

## Tipasa

## Ouverture prochaine de deux nouvelles brigades de gendarmerie

Deux nouvelles brigades de la Gendarmerie nationale sont «prochainement» prévues à l'ouverture à Tipasa, parallèlement à la proposition à la création de neuf autres structures sécuritaires pour le renforcement de la couverture de ce corps dans la wilaya, a-t-on appris, lundi, auprès du chef d'état-major du groupement territorial de la Gendarmerie nationale.

Il s'agit de l'ouverture programmée pour le «mois de juin prochain d'un siège de brigade à Khemisti, et d'une brigade de recherches à Hadjout, en vue du relèvement de la couverture sécuritaire, estimée actuellement à 87%», a indiqué à l'APS le lieutenant-colonel Mourad Zerrara, en marge d'un point de presse consacré au bilan d'activités de ce corps en 2019.

Le responsable a, également, fait part de la proposition à la création de neuf autres structures sécuritaires, en application des orientations du Commandement de la

Gendarmerie nationale visant à assurer la présence du corps de la gendarmerie «dans au moins chaque commune», a-t-il souligné. Les propositions ont porté, a-t-il ajouté, sur la création de brigades territoriales dans les communes de Beni Milek, Messelmoune, Sidi Semiane, et Hadjret Ennos, à l'extrême ouest de la wilaya, outre des brigades routières à Cherchell et Bourguigua, des sections d'intervention à Hadjout et Damous, et une brigade maritime à Fouka, a-t-il détaillé.

Sur un autre plan, le commandant du groupement territorial de la gendarmerie nationale de Tipasa, le colonel Benabdellah Mohamed a fait part d'un «recul de l'indice de criminalité dans la wilaya en 2019, représenté par une différence de 36, dans le nombre des affaires traitées, soit 1 486 à la période indiquée, contre 1 661 affaires en 2018, avec un taux de traitement estimé à 89%», a-t-il ajouté.

Sur ce total d'affaires, 125

sont liées à la criminalité organisée, au moment ou 99 concernent des affaires de drogues, ayant donné lieu à la saisie de plus de 156 kg de kif traité, 13 611 comprimés psychotropes et près de neuf grammes d'héroïne.

Pour le colonel Benabdellah, ce recul de la criminalité s'explique par «un examen objectif de la cartographie criminelle de la wilaya, conjugué à un plan de prévention opérant, avec un déploiement efficace sur le terrain, soutenu par l'usage des nouvelles technologies en vigueur dans le domaine», a-t-il souligné.

Le responsable a, d'autre part, signalé l'enregistrement de 280 accidents de la route, à la période indiquée, ayant causé la mort de 62 personnes. Il a cité le facteur humain à l'origine de plus de 98% de ces accidents.

Au titre des actions entreprises pour mettre fin à cette hécatombe routière, le colonel Benabdellah a signalé l'organisa-

tion de campagnes de sensibilisation en direction des usagers, (avec une moyenne de deux campagnes/semaine), en plus d'autres campagnes ciblant les établissements éducatifs, parallèlement à des émissions radio-phoniques sur le même sujet, a-t-il informé.

## Batna : 3 nouvelles unités en cours de réalisation

Trois nouvelles unités de la Gendarmerie nationale sont en cours de réalisation dans la wilaya de Batna, a indiqué lundi dans un point de presse consacré au bilan de l'année 2019 le commandant du groupement territorial de ce corps de sécurité, le lieutenant-colonel Karim Haddad.

Trois nouvelles structures sont en cours de réalisation dans les communes enclavées de Lazro, Tigherghar et Boumia, a révélé le lieutenant-colonel Karim Haddad dans un point de presse

organisé au siège du groupement territorial de la Gendarmerie nationale de Batna.

Ces futures unités devraient permettre d'augmenter le taux de couverture sécuritaire par les unités de la Gendarmerie nationale (GN) dans la wilaya de Batna à 97 % contre environ 90 % actuellement, a-t-il ajouté.

Cet officier supérieur a également fait savoir que ces trois unités seront opérationnelles à l'horizon 2021, tout en assurant que dans les faits l'ensemble du territoire de compétence est couvert par les éléments de la Gendarmerie nationale à la faveur du déploiement intelligent et exemplaire de ses éléments.

Le commandant du groupement territorial a, par ailleurs, indiqué que grâce aux nombreuses campagnes de sensibilisation et les efforts déployés sur le terrain par les éléments de la Gendarmerie nationale, la wilaya de Batna a enregistré une baisse de 10,89 % des accidents de la route en 2019 avec 139 sinistrés recensés contre 156 l'année précédente.

Les routes nationales 3 et 28 ont enregistré le plus grand nombre d'accidents, avec 20 accidents chacun, le reste s'étant produit sur les autres routes et chemins traversant la wilaya de Batna, dont notamment les RN 78, 86 et 31.

Ali Y.

Daili Y.

## M'sila

## Aménagement et viabilisation des cités de 13 000 habitations

Un lotissement renfermant 13 000 logements, tous segments confondus, sera viabilisé et aménagé courant 2020 dans plusieurs communes de la wilaya de M'sila, ont rapporté lundi les services de la wilaya. Touchant les habitations nouvellement réceptionnées et d'autres en cours de réalisation, cette opération a nécessité la mobilisation, au titre de l'année 2019, d'une enveloppe financière de plus d'un milliard de dinars, ont précisé les services de la wilaya, avant d'ajouter que les travaux d'aménagement et de viabilisation touchent

notamment la réalisation et la rénovation des réseaux d'AEP, d'électricité, du gaz et d'assainissement. Cette opération permettra d'améliorer le cadre urbain et, par ricochet, le cadre de vie des

citoyens des cités concernées et les préserver contre toutes formes de dégradation, a-t-on expliqué à la wilaya. En 2019, la wilaya de M'sila a bénéficié d'une somme de 11,84 milliards de

dinars, mobilisée pour le financement de 427 opérations dont plus de 50 opérations inscrites au profit du secteur de l'urbanisme, a-t-on rappelé de même source.

Ali Y.

## Oran

Réception en mars du projet du 5<sup>e</sup> boulevard périphérique

Le projet de réalisation du cinquième boulevard périphérique d'Oran d'une longueur de 21 kilomètres sera réceptionné en mars prochain, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Cette route, dont le projet prévoit 11 ouvrages d'art et trois échangeurs,

s'étend de hai Belgaid commune de Bir El Djir, à l'Est d'Oran, jusqu'à l'autoroute Est-ouest, a-t-on indiqué. Les travaux du projet ont atteint un taux d'avancement de 100 % pour les ouvrages d'art et 96 % pour la route. Les travaux des quatre kilomètres restants

du programme seront lancés «dans les prochains jours», a-t-on fait savoir, soulignant qu'une fois le projet livré, il confèrera une meilleure fluidité à la circulation routière, surtout au niveau de la localité de Belgaid.

R. R.



## Libye

# Les deux camps rivaux envisagent un «cessez-le-feu durable»

■ L'émissaire de l'ONU pour la Libye, Ghassan Salamé, a annoncé que le «principe» avait été adopté par les deux parties qui se partagent la Libye.



Par Sabiha O.

Les deux partis réunis à Genève depuis lundi ont accepté de transformer la «trêve» en un

«cessez-le-feu durable». Les conditions ne sont pas encore établies. Les deux camps en présence en Libye, en pourparlers à Genève depuis lundi, ont accepté de transformer la «trêve» en un

«cessez-le-feu durable» et doivent désormais déterminer comment parvenir à cet objectif, a annoncé hier l'émissaire de l'ONU pour ce pays. «Les deux parties sont venues à Genève et

nous avons commencé hier à discuter avec elles de la longue liste de points à notre ordre du jour, en commençant par la tentative de transformer (...) cette trêve en un véritable accord sur un cessez-le-feu durable. Le principe a été adopté au cours de la première session et la question est de savoir quelles en sont les conditions», a déclaré aux journalistes Ghassan Salamé.

## Retrait de positions militaires

«Cinq officiers supérieurs nommés par le Gouvernement d'union nationale (GNA) et cinq officiers supérieurs nommés par l'Armée nationale libyenne (ANL) participent aux pourparlers, qui sont modérés par Ghassan Salamé, représentant spécial du secrétaire général des Nations unies et Chef de la Mission d'appui des Nations unies en Libye», a indiqué l'ONU dans un bref communiqué. Depuis avril, les forces du maréchal Khalifa

Haftar, homme fort de l'Est qui cherche à conquérir Tripoli, sont opposées à celles de Fayed al-Sarraj, chef du Gouvernement d'union nationale (GNA) reconnu par l'ONU. Confirmée lors du Sommet international du 19 janvier à Berlin, la commission militaire conjointe doit définir les conditions d'un cessez-le-feu durable, avec retrait de positions militaires. Cette première réunion devait démarrer mardi dernier mais elle ne s'était finalement pas tenue, faute de participation des représentants du maréchal Haftar. Aussi, l'émissaire de l'ONU est allé voir le maréchal Haftar samedi à Benghazi (est), afin de tenter de débloquent la situation et le convaincre de participer à la réunion à Genève. Alors que le pays est plongé dans le chaos depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011, la communauté internationale craint de voir le conflit en Libye dégénérer en nouvelle Syrie.

S. O./AFP

## Tunisie

## Reprise de la croissance avec un taux de 2,1 % en 2020

Le Produit intérieur brut réel de la Tunisie devrait reprendre sa croissance avec des taux de 2,1 % en 2020 et 2,5 % en 2021, selon la Banque africaine de développement (BAD). Cette reprise devra être alimentée du côté de l'offre par l'agriculture, le phosphate et le tourisme, révèle la BAD dans son dernier rapport sur «Les perspectives économiques en Afrique 2020». Le rapport souligne toutefois que la persistance des inégalités constitue une entrave à l'investissement et à la croissance de l'économie tunisienne, préconisant l'accélération des réformes

structurelles entreprises depuis 2011 et l'adoption de mesures spécifiques pour réduire ces inégalités et rendre la croissance plus inclusive. L'industrie du tourisme (tourisme balnéaire, d'affaires, de montagne, écotourisme, tourisme d'oasis, thalassothérapie) qui a représenté jusqu'en 2011 un important moteur de croissance et d'emplois, pourrait, selon la même source, sur le moyen terme bénéficier de la croissance constante de 5 % par an de la demande de services touristiques au niveau mondial. Concernant les dépenses publiques, le rapport évoque une

augmentation significative depuis 2011, notant que les gouvernements successifs continuent à privilégier les dépenses courantes (salaires et subventions) au détriment des dépenses d'investissement. Selon le même rapport, l'accroissement de la dette publique, composée à 70 % par la dette extérieure, de 95 % entre 2010 et 2019, a été financé principalement par des emprunts extérieurs. Dans ce sens, la banque a mis en garde la Tunisie contre le risque de «chocs exogènes importants» et de réduction des liquidités disponibles pour le

secteur privé, mettant l'accent sur la nécessité de prioriser et mieux cibler la dépense publique pour relancer l'économie. Sur un autre volet, le rapport estime que l'appréciation nominale du dinar vis-à-vis de l'euro (9 %) et du dollar (5,8 %), amorcée au cours du premier trimestre 2019, pourrait contribuer à l'allègement de la facture des importations énergétiques (38,6 % du coût des importations totales) et à la réduction du déficit du compte courant. Néanmoins, la Tunisie demeure dotée de nombreuses forces, notamment, la proximité géographique avec l'Europe,

l'existence d'une main-d'œuvre qualifiée et d'un tissu industriel diversifié (aéronautique, chimie, textiles), un important potentiel sur le plan agricole et halieutique, et de larges gisements de phosphate, de pétrole et de gaz, relève le rapport.

## Des banques accordent au gouvernement un crédit de 455 millions d'euros

Le ministère des Finances a signé à Tunis un accord de crédit en devises, d'un montant de 455 millions d'euros (1 417,17 millions de dinars) avec 17 banques locales pour la mobilisation de ressources au profit du budget de l'Etat pour l'exercice 2020. «Le taux d'intérêt de ce crédit sera fixé à 2 % si le remboursement se fait sur deux ans», indique le ministère des Finances dans un post Facebook. La deuxième formule consiste à rembourser le crédit après trois ans, avec un taux d'intérêt de 2,25 %. En ce qui concerne la troisième formule, elle porte sur un remboursement sur 5 ans, avec un taux d'intérêt de 2,75 %. S'exprimant lors de la cérémonie de signature de cet accord, le ministre des Finances, Ridha Chalgoum, a indiqué que ce prêt sera consacré au financement du budget de l'Etat. Et ce, dans le cadre des dispositions prévues par la loi de finances pour l'exercice 2020, ainsi que dans le cadre des équilibres budgétaires.

RFI

Kamel L.

## Mauritanie

## La langue française désormais bannie à l'Assemblée nationale

En Mauritanie, les langues autorisées désormais à l'hémicycle sont l'arabe, langue officielle du pays, et les 3 autres langues nigéro-africaines que sont le pulaar, le wolof et le soninké. Un règlement intérieur du Parlement mauritanien a interdit aux députés de s'exprimer en français durant les débats parlementaires. Les députés mauritaniens ne peuvent désormais s'exprimer qu'en arabe, la langue officielle, ou dans les langues nationales. Un règlement intérieur, adopté en juillet dernier, interdisant aux députés de s'exprimer en français durant les débats parlementaires, a été mis en application durant les dernières séances de la première session ordinaire de 2019-2020 qui a pris fin vendredi soir. Le président de l'Assemblée nationale, Cheikh ould Baya, colonel à la retraite, proche de l'ancien président, Mohamed ould Abdel Aziz, a notifié cette mesure aux élus ce vendredi 31 janvier. Du coup, les seules langues admises au sein de l'assemblée hémicycle sont désormais l'arabe, le hassania (qui en est dérivé), le

peul, le soninké et le wolof. «Si vous parlez aux Mauritaniens, vous avez quatre langues d'expression qui sont prévues dans l'Assemblée. Un discours en français n'a plus de sens dans l'Assemblée ici», a déclaré Le président de l'institution, Cheikh ould Baya.

### Une décision controversée

Ce règlement intérieur ne fait pas l'unanimité au sein des députés. Pour les élus nigéro-africains qui ne parlent pas l'arabe, cette mesure est absurde. «La langue de travail, que ce soit dans le domaine privé ou public en Mauritanie, reste le français. C'est la langue de communication avec les pays périphériques, avec le monde extérieur. Par conséquent, on ne peut pas dire aux députés: «Exprimez-vous dans votre wolof, pulaar ou soninké». En réalité, c'est pour faire en sorte que nous ne soyons compris que par nos communautés. C'est du communautarisme, pas de la politique», a déclaré Ladjji

Traoré, un parlementaire de l'Alliance populaire progressiste. Samba Thiam, leader des Forces progressistes pour le changement (FPC), fustige «le caractère léger, dilatoire et malsain, d'une mesure dont l'ambition inavouée est de perpétuer le même système qui opprime, depuis des décennies, les nigéro-africains de Mauritanie». Pour sa part, le P' Lô Gourmo Abdoul, vice-président de l'Union des Forces de progrès (UFP-opposition), perçoit à travers la mesure «une volonté délibérée d'effacer les nigéro-africains du paysage politique et des autres activités de la vie du pays. Cela est cohérent avec le vieux projet chauvin, d'uniformisation ethnolinguistique du pays par l'imposition d'une langue». Par ailleurs, de nombreux internautes dénoncent «l'attitude incohérente» de ces élites aux moyens immenses, qui envoient leur progéniture à l'école française pour échapper à la catastrophe d'un système éducatif détruit par une arabisation populiste et au rabais.



États-Unis

# Les primaires démocrates commencent dans le chaos, Trump se moque

■ Après un an de campagne et des millions dépensés par les candidats démocrates dans l'Iowa, première étape des primaires pour la Maison-Blanche, le parti restait incapable hier de publier le moindre résultat, un ratage technique et un désastre politique qui fait le bonheur du président Donald Trump.

Par Rosa C.

L'absence totale de résultat prive les candidats de l'élan créé habituellement par ce vote, qui lance les primaires depuis les années 1970. Les journaux américains ne pouvaient afficher sur leurs unes hier aucun vainqueur, et l'actualité politique se détournera vite sur le discours sur l'état de l'Union que prononcera le président républicain au Congrès – avant son acquittement prévu aujourd'hui au Sénat dans son procès en destitution. Remplissant le vide, deux candidats clamaient en attendant le succès : le sénateur Bernie Sanders, qui était en tête des sondages et avait failli remporter l'Iowa contre Hillary Clinton il y a quatre ans, et le jeune ex-maire modéré Pete Buttigieg. L'ancien vice-président de Barack Obama, Joe Biden, semblait lui avoir réalisé une contre-performance, selon les résultats de quelques grands bureaux de vote, et une estimation publiée par le camp Sanders. Le parti démocrate de l'Iowa a justifié la retenue des

résultats par des «incohérences» dans les chiffres, et expliquait vouloir s'assurer de la fiabilité des données, mais restait quasiment muet. L'application utilisée par les responsables des 1 700 bureaux de vote était mise en cause dans de nombreux témoignages. «Rien ne fonctionne, exactement comme lorsqu'ils dirigeaient le pays», a tweeté hier matin Donald Trump. «La seule personne qui peut revendiquer une très grande victoire dans l'Iowa la nuit dernière est Trump», a-t-il ajouté, en parlant de sa propre victoire au vote – de formalité – organisé par le parti républicain de l'Iowa lundi soir. Pressés par le calendrier, les candidats démocrates ont déjà quitté l'Iowa pour le New Hampshire, qui votera le 11 février lors d'une élection primaire normale, c'est-à-dire avec des bulletins de vote. «Les premiers, probablement Sanders et Buttigieg, auraient pu exploiter leurs performances pour se lancer dans le New Hampshire. Au lieu de cela, c'est l'incompétence choquante du parti démocrate de l'Iowa qui fait la une. Et qui croira les résultats

quand ils seront enfin publiés ?», dit à l'AFP Larry Sabato, professeur à l'université de Virginie. L'Iowa a un système archaïque de «caucus», des assemblées d'électeurs qui se regroupent physiquement, dans chaque bureau de vote, sous la bannière d'un candidat, avec la possibilité de rejoindre un autre camp après un premier tour. Ce système est depuis longtemps dénoncé comme limitant la participation et antidémocratique, puisque le vote n'est pas secret. Les candidats eux-mêmes ont des observateurs partout et disposaient de leurs propres estimations des résultats. «Iowa, tu as surpris le pays», a ainsi lancé lundi soir le jeune «Mayor Pete», inconnu sur la scène nationale il y a encore un an, dans un discours très offensif au cours duquel il s'est dit «victorieux» – sans toutefois rendre public aucun de ses chiffres. «Ce soir, un espoir



improbable est devenu une réalité indéniable», a affirmé cet ex-maire d'une ville moyenne de l'Indiana, premier candidat ouvertement gay à avoir une

chance de remporter l'investiture, et qui espère avoir créé à 38 ans la surprise pour prendre le leadership du camp modéré.

R. C.

Virus

## La Chine admet des «insuffisances», le bilan monte à 425 morts

Le bilan de l'épidémie du coronavirus en Chine est monté à 425 morts après 64 nouveaux décès annoncés hier par le gouvernement qui a admis des «insuffisances» dans sa réaction à la crise sanitaire. Les autorités chinoises ont fait état d'un besoin urgent de masques de protection et de matériel médical pour faire face à l'épidémie dont le nombre de morts se situe désormais largement au delà de celui du Sras qui avait tué 349 personnes en 2002-2003. Le nombre de personnes contaminées a dépassé 20 400 dans le pays, après l'apparition de 3 235 nouveaux cas confirmés, a précisé hier la Commission nationale de la Santé. De leur côté, les ministres de la Santé des pays du G7 ont convenu lundi de se coordonner «autant que possible dans les conseils de voyage et les mesures de prévention» face au coronavirus. Pour sa part, la Banque mondiale a appelé le même jour tous les pays à «renforcer leur surveillance sanitaire et les réponses données à l'épidémie», et elle a dit examiner les ressources financières et techniques mobilisables rapidement. Dix jours après le début de la crise, marqué par le confinement de la métropole de Wuhan (centre) et de sa province, le Hubei, les places boursières chinoises de Shanghai et de Shenzhen ont plongé d'environ 8 % après une interruption de dix jours des cotations. Soit la plus forte baisse des indices chinois depuis le krach boursier de 2015. Dans le contexte de la paralysie de la Chine par la peur

du virus, Pékin a reconnu lundi des «insuffisances» dans sa réaction et a aussi admis compter sur le reste du monde pour répondre à la crise. Le Comité permanent du Bureau politique du Parti communiste a demandé une amélioration du dispositif de réaction aux situations d'urgence à la suite d'«insuffisances et de difficultés apparues dans la réponse apportée à l'épidémie», a écrit l'agence officielle de presse Chine nouvelle. «Ce dont la Chine a besoin d'urgence, ce sont des masques, des combinaisons et des lunettes de protection», avait précédemment déclaré la porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Hua Chunying. Elle a précisé que plusieurs pays, parmi lesquels la France, le Royaume-Uni, le Japon et la Corée du Sud, avaient déjà envoyé des fournitures médicales. La Chine s'efforce d'en importer d'Europe, du Japon et des États-Unis, selon le ministère de l'Industrie. A Genève, la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) a mis en garde contre l'utilisation de masques de mauvaise qualité, qui peuvent donner «un faux sentiment de protection». Le virus a également fait un mort pour la première fois en dehors de Chine, un Chinois de 44 ans originaire de Wuhan qui a succombé aux Philippines, a annoncé dimanche l'OMS. La plupart des décès et des cas de contamination sont à déplorer à Wuhan et dans sa province où quelque 56 millions d'habitants sont coupés du monde depuis le

23 janvier. Face à un système hospitalier débordé, cette métropole a accueilli lundi les premiers malades dans un nouvel hôpital construit en dix jours, a indiqué le Quotidien du Peuple. Un autre hôpital encore plus grand (1 600 lits) est en construction et devrait ouvrir dans quelques jours. Le gouvernement a octroyé trois jours de congés supplémentaires dans l'espoir de retarder le retour vers les villes des centaines de millions de travailleurs migrants rentrés dans leur province pendant le Nouvel An lunaire. Les personnes originaires du Hubei sont parfois en butte à l'ostracisme et à la suspicion. Les Bourses chinoises ont été rattrapées à leur réouverture par l'inquiétude qui fait dévisser les autres places mondiales depuis dix jours. Inquiets, de nombreux pays ont multiplié les mesures de protection. États-Unis, Australie, Nouvelle-Zélande, Irak, Israël et Philippines notamment ont interdit l'entrée sur leur territoire aux étrangers s'étant récemment rendus en Chine. La Russie a annoncé lundi qu'elle pourrait procéder à l'expulsion des étrangers porteurs du virus, après avoir décidé la semaine dernière de fermer sa frontière de plus de 4 000 km avec la Chine et réduit les liaisons avec ce pays. Mais c'est aux États-Unis que s'en est prise la porte-parole de la diplomatie chinoise, les accusant de «semer la panique» par leurs mesures restrictives et de donner «un très mauvais exemple».



## Commentaire

Suspension

Par Fouzia Mahmoudi

Les études d'opinion sur les prochaines élections municipales ne laissent aucune part au doute quant au revers qu'attend le parti présidentiel, La République en Marche. Tentant de parer néanmoins à l'inévitable, le ministère de l'Intérieur, chargé d'organiser les élections municipales, a décidé de changer les règles pour calculer le score de chaque parti politique au soir des résultats. Une circulaire adressée aux préfets et signée par le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner réglemente le classement des candidats. A chacun, qu'il soit investi par un parti ou sans étiquette, les préfetures attribuent une nuance politique : Divers Gauche, Socialiste, Républicains, Régionaliste... une vingtaine en tout. Pour ensuite additionner leurs voix et calculer les performances de chaque formation en France. La nouveauté dans cette circulaire, c'est que les préfetures feront cette classification «seulement dans les communes de 9 000 habitants et plus» (ainsi que dans les sous-préfetures), et non plus à partir de 1 000 habitants, comme aux dernières municipales, ne prenant donc pas en compte plus de 96 % des communes. Évidemment, l'ensemble de la classe politique s'est élevée contre cette circulaire dont la finalité n'a échappé à personne. Le Conseil d'État n'a toutefois pas tardé à réagir à son tour et à suspendre en partie les mesures de cette circulaire controversée. Le Conseil a notamment suspendu l'attribution des nuances par les préfets «dans les seules communes de 9 000 habitants et plus» et «les conditions de la nuance "Liste divers Centre"», les deux dispositions plus particulièrement dénoncées par l'opposition. Également suspendu : le classement de la nuance «Liste Debout la France» dans le bloc «extrême droite», ajoute le Conseil. Six recours avaient été déposés contre le texte, notamment par Les Républicains, le Parti socialiste et Debout la France. En réaction à cette décision de la juridiction administrative suprême, Christophe Castaner a indiqué qu'elle serait «modifiée» afin de tenir compte de cette décision. Cette dernière a par ailleurs été immédiatement saluée par l'opposition, droite et gauche, qui s'est félicitée d'«une victoire pour la démocratie». Ainsi, LREM qui misait certainement beaucoup sur cette circulaire pour tenter d'amortir sa probable prochaine défaite aux municipales, se voit contrainte de faire face pleinement au vote des Français, qui bien que votant localement, pourraient profiter de ce prochain scrutin pour envoyer un message au président Emmanuel Macron et à son gouvernement. F. M.



Festival national de théâtre amazigh à Batna

# Des chansonnettes en ouverture

■ Le Festival national du théâtre amazigh de Batna prend de plus en plus de maturité. Ouvert lundi en présence d'un public nombreux, cet événement tant attendu par la population de la ville a débuté avec un beau cocktail de chansonnettes du patrimoine musical chaoui.



Par Abla Selles

Le théâtre régional de Batna a connu une présence remarquable des professionnels du quatrième art, d'artistes en herbe et

de passionnés de théâtre. En effet, c'est dans le cadre de la onzième édition du Festival national du théâtre d'expression amazighe, ouvert lundi en fin de journée, qu'un public nombreux est venu assister à la soirée inau-

gurale. Cet événement qui prend plus de maturité au fil des éditions, propose à son public un programme de haute facture, confirment les organisateurs.

D'ailleurs, l'assistance nombreuse a applaudi intensément

les comédiens de la pièce d'ouverture «*Tkaadha*» (Message) de l'association «Sables d'or» pour les arts culturels locaux de Timimoune (Adrar).

L'œuvre qui met en valeur le patrimoine musical et populaire de la région de Timimoune, aborde le sujet de l'héritage et les comportements des frères héritiers.

La cérémonie d'ouverture de ce festival qui se poursuivra jusqu'au onze février a été marquée par la prestation de la troupe Numidès qui a exécuté un cocktail de chansonnettes du patrimoine musical chaoui.

«Le théâtre est une des formes artistiques à laquelle le ministère de la Culture accorde tout l'intérêt pour promouvoir la diversité culturelle», a affirmé la ministre de la Culture, Malika Bendouda, dans son message lu par son conseiller H'mida Ayachi lors de l'ouverture du festival,

placé cette année sous le slogan «Le théâtre, un espace de communication et de fraternité entre générations».

De son côté, le conservateur du festival, Salim Souhli, a relevé que cette manifestation culturelle ambitionne de soutenir les créateurs dans le domaine des arts scéniques et semer les valeurs de la communication, la fraternité et la tolérance au sein de la société algérienne.

Il a également noté que la continuité du festival revient à la fidélité de son public qui constitue un appui moral au ministère de la Culture qui œuvre, à travers ses manifestations, à promouvoir la production culturelle et artistique et favoriser les échanges.

Au total, 16 troupes rivalisent pour les prix de ce 11<sup>e</sup> Festival culturel national de théâtre d'expression amazighe.

A. S.

## Musée d'art moderne d'Oran

### Don de 11 toiles d'artistes algériens célèbres

Un don de 11 toiles d'artistes plasticiens célèbres a été fait au Musée d'art moderne d'Oran (MAMO), a-t-on appris auprès de cet établissement culturel. Les tableaux sont l'œuvre d'un groupe de peintres dont Sayah Fatima-Zohra, Fawzia Menaouer, Tahraoui Faiza, Boudekhana Fatima-Zohra, Said Debladji, Taleb Mahmoud,

Mustapha Guenaoui, Belzina Cherif, Chawki Zemani, Belmekki Mourad et le calligraphe Kour Noureddine, a précisé Haoua Khadidja, conservatrice du patrimoine culturel au MAMO. Les tableaux traitent de divers sujets touchant à l'histoire et au patrimoine de l'Algérie, avec des styles différents et une vision artistique propre à chaque

artiste plasticien, a-t-elle indiqué, faisant savoir que les artistes ayant fait ce don au MAMO sont d'Oran, Sidi Bel-Abbès, Mostaganem et Béjaia.

Dans ce contexte, elle a souligné que le musée a ouvert la voie à des artistes pour leurs œuvres, partant d'une certitude que la peinture artistique revêtira, au fil du temps, une dimen-

sion historique, tout en saluant cette initiative louable. Dans le même cadre, les peintres Selka Abdelwahab, Kalouza Mohamed Amine, Cherif Slimane, Hachemi Ameer, Talbi Rachid et Kaissar Sid Ahmed préparent des tableaux pour les offrir au MAMO, selon M<sup>me</sup> Haoua. Le MAMO s'attelle actuellement au recueil pour élaborer un dossier

sur les œuvres artistiques offertes et le présenter devant la commission spécialisée du ministère de la Culture en charge du classement des tableaux pour les inscrire à l'inventaire du patrimoine national. A l'occasion de la fête nationale de l'artiste, célébrée le 8 juin de chaque année, les 11 tableaux reçus par le musée seront exposés à Oran, qui a ouvert ses portes en mars 2017.

F. H.

## Palais royal de Tlemcen

### Plus de 32 000 visiteurs en 2019

Le Palais royal implanté à l'intérieur de la citadelle d'El Mechouar (Tlemcen), devenu au fil des années une véritable destination touristique, a accueilli plus de 32 000 visiteurs en 2019, a-t-on appris lundi auprès de sa directrice, Radia Benhadji.

Le nombre de visiteurs nationaux et étrangers sans cesse croissant a permis des rentrées d'argent dépassant six millions de dinars pour l'année 2019, a fait savoir M. Benhadji, qui a souligné que le nombre important de visiteurs place le Palais royal de Tlemcen en pole position des sites touristiques et musées les plus visités dans la Cité des Zianides.

Des efforts sont ainsi consentis à longueur d'année pour agrémenter les visites en proposant une exposition permanente des plus beaux habits algériens traditionnels à l'intérieur du palais, tels que les blouses, les kaftans et la chedda tlemcénienne. Cette dernière, classée en 2012 comme patrimoine universel, est la star des habits.

Le plus souvent et notamment durant les saisons hautes de la période estivale, la chedda est proposée aux femmes touristes avides de la porter pour prendre avec des photos souvenirs moyennant des sommes symboliques.

Par ailleurs, les principales

fêtes religieuses et nationales, telles que le Mawlid Ennabaoui et Yennayer et autres mois du patrimoine, sont célébrés à l'intérieur du palais de manière à sauvegarder les traditions et les coutumes propres aux différentes régions de la wilaya.

Inauguré durant la manifestation «Tlemcen, capitale de la culture islamique en 2011», ce site compte également une galerie d'exposition aux lieux et place d'une ancienne caserne édifiée à l'époque coloniale, où est privilégiée une représentation des principales familles de costume basée sur le paramètre technologique de leurs modes vestimentaires et de leurs structures (cos-

tumes drapés, enfilés et endossés), a expliqué la directrice du Palais royal qui a précisé, par ailleurs, que la galerie voûtée présente aux visiteurs une riche collection de costumes d'apparat provenant de l'ensemble du territoire national.

Le Palais royal, reconstruit selon le plan de l'un des cinq palais que comptait la citadelle d'El Mechouar au temps des Zianides, abritera, début mars prochain, le tournage d'une partie d'un film historique «*La dernière reine*» qui retrace l'histoire de la dernière princesse du Royaume d'Alger, Zafira, a-t-on annoncé de même source.

L. B.

## Oran

### Bientôt une école publique de théâtre pour enfants

Une initiative visant la création d'une école publique d'initiation au théâtre a été lancée à Oran au profit des enfants, a-t-on appris lundi du directeur du théâtre régional «Abdelkader-Alloula» (TRO).

La future structure sera implantée au Conservatoire municipal «Ahmed-Wahby» dans le cadre d'un partenariat entre le TRO et l'Assemblée populaire communale (APC) d'Oran, a indiqué à l'APS Mourad Senouci.

«La formation sera animée tout au long de l'année en dehors du cursus scolaire des élèves», a-t-il indiqué, signalant que le plan d'action convenu débute vers juin prochain avec la mise en place des premières classes expérimentales. La signature de la convention de collaboration entre le TRO et l'APC d'Oran pour la concrétisation de cette opération est prévue le 10 mars prochain, date coïncidant avec la commémoration de la 26<sup>e</sup>

année de la disparition du regretté dramaturge Abdelkader Alloula (1939-1994).

Le TRO est également investi dans la formation des jeunes talents parmi les étudiants universitaires et les troupes artistiques locales qui bénéficient d'ateliers thématiques dédiés, entre autres, à «la conception et manipulation de marionnettes», à «l'expression corporelle» et à «l'interprétation».

D. R.

## AGEND'ART

Galerie d'Arts de l'hôtel Sofitel (El-Hamma, Alger)

Jusqu'au 15 février :

Exposition de photographies «Sur la route de Sefar, la ville énigme de l'histoire» de Omar Dib.

Siège de la Fondation Ahmed et Rabah-Asseleh

Jusqu'au 18 février :

Exposition collective d'arts plastiques «Un rêve... trois regards», avec l'architecte Chafa Ouzani (Béjaia), les artistes plasticiens Djamel Talbi (Tizi-Ouzou) et Mourad Abdelaoui (Ain Beïda).

Opéra d'Alger Boualem-Bessaih

7 février :

Concert de Abbas Righi en hommage à Cheikh Kaddour Darsouni.

Ezzoua'Art Galerie

Jusqu'au 12 février :

Exposition «Errances» d'Amal Dekar.

Salle Ibn Zeydoun de Riadh-El-Feth (El-Madania, Alger)

6 février :

Wesh Prod annonce le concert de IcoWesh & Klam.

Centre commercial festival city (Batna)

Jusqu'au 14 février :

4<sup>e</sup> édition du Salon national du livre.



AS Monaco

## Slimani revient dans le groupe

L'INTERNATIONAL algérien de l'AS Monaco, Islam Slimani, éloigné des terrains depuis le 12 janvier à cause d'une blessure, a repris les entraînements lundi avec le groupe, a indiqué le club de Ligue 1 française sur son compte twitter. Le meilleur buteur des «Verts» en activité, qui avait manqué les cinq dernières rencontres des Monégasques dont la plus récente samedi contre Nîmes de son compatriote Zineddine Ferhat, devait effectuer son retour à la compétition hier soir, à l'occasion de la réception d'Angers à 19h00 au Stade Louis-II pour le compte de la 23<sup>e</sup> journée de Ligue 1. La dernière

apparition de Slimani remonte au 12 janvier dernier contre le leader, le PSG, inscrivant le but d'égalisation 3-3. Slimani a rejoint l'AS Monaco l'été dernier en provenance de Leicester sous forme d'un prêt d'une saison. Il n'a pas tardé à s'imposer comme un élément important de l'équipe de la Principauté en inscrivant 7 buts et offrant 8 passes décisives. Mais depuis le limogeage de l'entraîneur portugais Leonardo Jardim, à l'origine de sa venue sur le Rocher, et l'arrivée d'un nouvel entraîneur, l'Espagnol Roberto Moreno, le buteur algérien a perdu son statut de titulaire.

MC Alger

## Harrag sanctionné quatre matches

LE MILIEU de terrain du MC Alger, Chemseddine Harrag, expulsé lors de la rencontre perdue face à l'AS Ain M'liha (0-1) pour le compte de la 16<sup>e</sup> journée de football, a écopé de quatre matches de suspension dont deux avec sursis pour «comportement anti sportif envers officiels», a indiqué lundi la Ligue nationale de football

(LNF). La sanction du joueur du MC Alger est été assortie d'une amende de 40 000 DA. La commission de discipline a infligé également un match de suspension ferme à l'entraîneur de l'AS Ain M'liha, Lyamine Bougherara, avec interdiction de terrain et de vestiaires, pour «contestation de décision».

Taekwondo

## Formation de 3 500 athlètes algériens par le TPC

LE WORLD Taekwondo peace corps (TPC) a assuré, lors de son séjour en Algérie, du 9 janvier au 1<sup>er</sup> février, l'encadrement de 3 523 athlètes et entraîneurs représentant 11 ligues de wilaya, a-t-on appris lundi auprès de la Fédération algérienne du Taekwondo (ATF). A l'occasion de la clôture de la caravane nationale pour le développement du taekwondo, organisée par l'instance fédérale en coordination avec la Fédération internationale du taekwondo (FIT), représentée par le groupe coréen TPC, les organisateurs ont affirmé que ce dernier avait assuré, durant 28 jours, l'encadrement de 3 523 athlètes et entraîneurs relevant de 11 ligues de wilaya, à raison d'un stage de deux jours pour chaque wilaya. Ces sessions de formation ont concerné les wilayas suivantes : Alger, Bouira, Jijel, Constantine, Batna, Oum El Bouaghi, Béjaïa, Tizi Ouzou, Oran, Médéa et Ghardaïa. Par ailleurs, la représentante du TPC a salué à cette occasion «les conditions ayant marqué leur séjour d'entraîne-

ment», déclarant : «Nous avons été surpris par le grand nombre des jeunes désirant apprendre le taekwondo et renforcer leurs capacités techniques en la matière». Créé en 2008 sous le slogan «La paix mondiale et les grandes valeurs du taekwondo», le TPC s'emploie, volontairement, au développement de cet art martial et à la promotion de la paix dans le monde. Par ailleurs, l'ATF et l'APC de Rahmania à Douira (Alger) ont signé une convention pour mettre à la disposition de l'équipe nationale une salle de sport en vue d'organiser des sessions de recyclage et de promotions professionnelles au profit des arbitres et des athlètes. Pour sa part, le secrétaire général de l'ATF, Samir Maâyana, a affirmé qu'il était actuellement impossible d'organiser des stages au niveau du Centre de regroupement des équipes nationales à Souidania, car la salle d'entraînement est inadaptée aux normes internationales en sus de son prix exorbitant, estimé de 15 millions pour 7 jours».

Jeux arabes féminins des clubs-2020

## Les karatékas de l'Olympique de Birtouta brillent

LES KARATÉKAS algériennes de l'Olympique de Birtouta, Safia Dine (-68 kg) et Renda Mekdas (-61 kg), ont décroché lundi les médailles d'or de leurs catégories respectives, aux 5<sup>es</sup> Jeux arabes féminins qui se déroulent à Sharjah (Emirats arabes unis). Dine (-68 kg) et Mekdas (-61 kg) se sont imposées en finales devant deux représentantes égyptiennes d'Al Ahly du Caire. En sports collectifs, les basketteuses du GS Pétroliers ont largement battu leurs homologues saoudiennes d'Elite athlètes sur le score de 115 à 36, alors que les volleyeuses du GS Pétroliers s'étaient imposées un peu plus tôt devant Al Ahly de Bahreïn 3 sets à 0 (25-12, 25-15, 25-08). Cinq clubs algériens de cinq

disciplines différentes prennent part aux 5<sup>es</sup> Jeux arabes féminins organisés par la fondation Femme et Sports de Sharjah, du 2 au 12 février dans cette ville des Emirats arabes. Les clubs algériens participant à cet événement sont : le GS Pétroliers (basket-ball et volley-ball), les Associations sportives féminines de Boudouaou et Bouzaréah (tennis de table), l'OM Birtouta (karaté) et Djibalouna d'Ouled Fayet (tir à l'arc). L'Algérie sera en revanche absente en athlétisme, ce qui va réduire ses chances de garder son titre de champion au tableau final des médailles. Au total, 15 pays arabes prennent part à ce rendez-vous sportif exclusivement féminin qui se disputera dans neuf disciplines.

Ligue 1 (16<sup>e</sup> journée)

# La JSK à l'épreuve du NAHD, le PAC pour se reprendre

■ La 16<sup>e</sup> journée du Championnat de Ligue 1 se poursuit aujourd'hui et demain avec deux matchs concernant des formations qui ont joué les compétitions africaines.



Les Canaris n'ont pas droit à l'erreur

Par Mahfoud M.

la Confédération lors de laquelle ils ont réalisé un parcours plus que satisfaisant pour leur première participation, vont entamer dès à présent l'opération sauvetage devant la lanterne rouge, l'USB. Battus contre toute attente lors de leur dernier match en retard par le CS Constantine (1-2), les hommes du Portugais Chalo n'ont plus droit à l'erreur. Une victoire les éloignerait de la zone de turbulence, alors que les Biskris tenteront l'impossible exploit au stade Omar-Hamadi de Bologhine (Alger).

### Le CRB domine le CABBA et consolide sa place de leader

De son côté, le CR Belouizdad a consolidé sa place de leader en dominant le CA Bordj Bou Arréridj sur le score de 4 à 0 (mi-temps : 3-0), en match comptant pour la 16<sup>e</sup> journée du Championnat de Ligue 1 de football, disputé lundi au stade du 20-Août-1955 (Alger). Les buts de la rencontre ont été inscrits par Djerrar (5), Hammouche

(16', c.s.c), Bellahouel (38') et Sayoud (90'+1) pour le CRB. Cette victoire permet aux Belouizdads de consolider leur place de leader avec un total de 32 points au classement général, creusant à cinq unités l'avance qu'ils comptent sur leur poursuivant direct, le MC Alger (2', 27 pts), en attendant le déroulement des autres rencontres inscrites au programme de cette 16<sup>e</sup> journée. Cette première journée de la phase retour du championnat de Ligue 1 de football qui a débuté samedi, s'est poursuivie hier avec le déroulement de la rencontre ES Sétif-USM Alger au stade du 8-Mai-1945. Aujourd'hui, ce sera au tour de la JS Kabylie d'accueillir le NA Hussein-Dey, alors que la clôture de cette journée aura lieu jeudi avec le match Paradou AC - US Biskra.

M. M.

**Programme des rencontres :**  
**Mercredi 5 février :**  
 JSK - NAHD (18h45)  
**Jeudi 6 février :**  
 PAC - USB (17h00)

## Selon le sondage de la rédaction d'Orange Football Club Mahrez, joueur africain de janvier en Europe

L'International algérien de Manchester City, Riyad Mahrez, a été élu meilleur joueur africain évoluant en Europe durant le mois de janvier, selon le sondage effectué par la rédaction d'Orange Football Club. Mahrez a devancé le Marocain Youssef El-Arabi (Olympiakos) et le Sénégalais Sadio Mané (Liverpool). Auteur de trois buts et d'une passe décisive en sept apparitions lors du mois écoulé, Mahrez est considéré comme l'un des grands artisans de la bonne première moitié de saison des «Citizens» (16 victoires, 3 nuls et 6 défaites en 25 matchs de Premier League). L'enfant de Beni Snous (Tiemcen, Ouest algérien) a récolté 94 % des voix (3 625 votes) et devance largement l'expérimenté canonier marocain, Youssef El-Arabi (5 %, 173 votes). Le podium a été complété par la star sénégalaise Sadio Mané avec 1 % des suffrages (22 votes), tandis que l'Egyptien Mohamed Salah (18 votes) et le buteur congolais Dieumerici Mbokani (8 votes) se classent respectivement 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> de cette consultation.



# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Ecrivain et critique littéraire franco-américain

## George Steiner n'est plus

L'ESSAYISTE et critique littéraire franco-américain George Steiner est mort lundi à l'âge de 90 ans à son domicile à Cambridge, en Angleterre, a annoncé son fils David Steiner au «New York Times». Né en 1929 à Paris, George Steiner a enseigné dans les prestigieuses universités américaines de Princeton, Yale et New York, ainsi qu'à Cambridge et à Genève. Son thème de prédilection était la capacité humaine à écrire et à parler, dont il a tiré une œuvre clé parue en 1967, intitulée «Parler et se taire». Ses réflexions épouvaient un spectre allant de la religion à la musique, la peinture et l'histoire. Selon le «New York Times», l'écrivain était aussi une «figure clivante»: «Les admirateurs de M. Steiner trouvaient son érudition et ses arguments brillants. Les détracteurs le trouvaient verbeux, prétentieux et souvent inexact». George Steiner «est un maître du mot et l'une des rares figures de notre temps à disposer d'un savoir universel», avait déclaré l'ancien ministre allemand des Affaires étrangères, Joschka Fischer, en lui remettant le prix allemand Ludwig-Boerne de la critique et des essais littéraires en 2003. **Hocine K.**

El Tarf

## Arrestation d'un homme faisant l'objet de 5 mandats d'arrêt à Dréan

LES SERVICES de la brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ) relevant de la daïra de Dréan (El Tarf) ont arrêté un individu faisant l'objet de 5 mandats d'arrêt pour «faux et usage de faux de documents officiels et émission de chèques sans provision», a-t-on appris, hier, du chargé de communication de la sûreté de wilaya. Originaire de la wilaya de Batna, cet individu qualifié de «dangereux» a été appréhendé par les services de sécurité dans la localité de

Dréan, a précisé le commissaire Mohamed Karim Labidi. Le mis en cause effectuait de fréquents déplacements dans les différentes wilayas de l'Est du pays et était activement recherché pour son implication dans des affaires d'escroquerie et de faux et usage de faux, a affirmé la même source. Présenté devant le magistrat instructeur près le tribunal de Dréan, le mis en cause a été placé sous mandat de dépôt.

Lyes F.

Accidents de la circulation

## 31 décès et 1 181 blessés en une semaine

TRENTE et une personnes sont décédées et 1 181 autres ont été blessées dans 1 049 accidents de la circulation survenus en une semaine à travers le territoire national, a indiqué, hier, un bilan de la Protection civile. Le bilan le

plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Boumerdès, avec le décès de trois personnes et 26 autres blessées prises en charge par les secours de la Protection civile, puis évacuées vers les structures hospitalières suite à 20 accidents de la route. Concernant les secours à personnes, 17 617 interventions ont été effectuées, permettant la prise en charge de 17 878 blessés et malades, a relevé la même source, ajoutant que 990 interventions ont été effectuées pour procéder à l'extinction de 536 incendies urbains, industriels et autres. Les unités d'interventions de la Protection civile ont, par ailleurs, enregistré 25 837 appels de secours relatifs aux types d'interventions pour répondre aux appels de détresse émis par les citoyens suite à des accidents de la circulation, accidents domestiques, évacuation sanitaire, extinction d'incendies et assistance diverses.

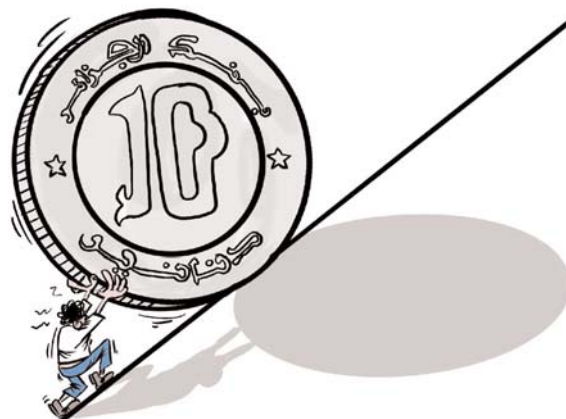
Reda M.

Plus de 3 400 prisonniers concernés

## Le président Tebboune décrète une grâce présidentielle

LE PRÉSIDENT de la République, Abdelmadjid Tebboune, a décrété une grâce présidentielle, a indiqué la télévision publique, citant un communiqué de la Présidence de la République. Cette mesure touche, selon la même source, quelque 3 471 prisonniers incarcérés dans les différentes geôles du pays. Les prisonniers concernés sont ceux ayant été condamnés de manière définitive à une peine égale ou inférieure à 6 mois. **R. N.**

## Le Dinar algérien actuellement



Louis

Djalou@hotmail.com

En remplacement de Mohammed Ouaret

## Hakim Berdjoudj nouveau directeur général des Douanes

■ *Hakim Berdjoudj a été désigné nouveau directeur général des Douanes, en remplacement de Mohammed Ouaret, nommé en avril dernier à la tête de cette structure du ministère des Finances, a fait savoir avant-hier la DGD.*

Par Samir R.

Né en 1979 à Tizi-Ouzou, le nouveau DGD est diplômé de l'Ecole nationale d'administration (ENA) et détient un Master en MBI (Management Business International). Il occupait jusqu'à la poste de directeur d'études

chargé du Cabinet au sein de la même direction.

M<sup>me</sup> Amel Abdellatif, nouvelle directrice générale des Impôts

M<sup>me</sup> Amel Abdellatif a été désignée directrice générale des Impôts, en remplacement de Kamel Aissani, nommé en avril

219 à la tête de cette Direction du ministère des Finances, a indiqué ledit département. Diplômée de l'Institut d'économie douanière et fiscale de Koléa, M<sup>me</sup> Abdellatif occupait jusque-là le poste de sous-directrice du contentieux au sein de la même direction.

S. R.

Lutte antiterroriste

## Une casemate pour terroristes découverte et détruite à Tipaza

Une casemate pour terroristes a été découverte et détruite avant-hier à Tipaza par un détachement de l'Armée nationale populaire, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert et détruit, le 3 février 2020, une casemate pour terroristes, contenant une bombe de confection artisanale, un fusil de chasse, des outils de détonation et

d'autres objets, près de la commune de Bni Millek à Tipaza», a précisé la même source. Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, des détachements de l'ANP ont arrêté, à In Guezzam et Bordj Badji Mokhtar, dix individus et saisi deux véhicules tout-terrain, deux groupes électrogènes, cinq marteaux piqueurs et quinze sacs de mélange de pierres et d'or brut, tandis que deux fusils de chasse et un pistolet automatique ont été saisis à M'sila, Chlef et Tizi

Ouzou, a ajouté la même source. D'autre part, des gardes-côtes et des éléments de la Gendarmerie nationale ont déjoué, à Tipaza, Chlef, Oran, Aïn Témouchent et Mostaganem, des tentatives d'émigration clandestine de 94 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 39 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Tamanrasset, Tlemcen, In Aménas et Béchar.

Samir R.

Iran

## Peine de mort confirmée pour un «espion de la CIA»

UN IRANIEN reconnu coupable d'espionnage au profit des Etats-Unis a été condamné à mort en dernier recours, a annoncé hier l'Autorité judiciaire iranienne. La condamnation à mort de cet espion «de la CIA», Amir Rahimpour, a été confirmée «récemment» par la Cour suprême, a déclaré le porte-parole de l'Autorité judiciaire, Gholamhossein Esmaili, lors d'une conférence de presse retransmise par la télévision d'Etat. En octobre dernier, l'Autorité judiciaire avait annoncé la condamnation à mort d'une personne reconnue coupable d'espionnage pour un service américain, indiquant que son identité serait communiquée en

cas de confirmation du verdict par la Cour suprême. M. Rahimpour a été condamné pour avoir «tenté de fournir aux Américains des informations sur le (programme) nucléaire du pays», a ajouté M. Esmaili, affirmant que le condamné «avait perçu de gros salaires» pour cela. L'Iran avait annoncé en juillet l'arrestation de 17 Iraniens, entre mars 2018 et mars 2019, dans le cadre du démantèlement d'un «réseau d'espions» de l'Agence centrale du renseignement des Etats-Unis (CIA), et condamné à mort plusieurs d'entre eux. Washington qualifie ces affirmations de «totement fausses».

Mahfoud S.